



HAL
open science

Urbanisation et durabilité des systèmes alimentaires : quel renouvellement des recherches sur l'agriculture urbaine ?

Christophe-Toussaint Soulard, Coline Perrin

► To cite this version:

Christophe-Toussaint Soulard, Coline Perrin. Urbanisation et durabilité des systèmes alimentaires : quel renouvellement des recherches sur l'agriculture urbaine ?. De la survie au bien-être, santé et alimentation du Moyen-Age à aujourd'hui : au coeur des recherches sur les sociétés et les espaces ruraux., Maison de la Recherche en Sciences Humaines de Caen Basse-Normandie (MRSH de Caen Basse-Normandie). Pôle rural, Caen, FRA., Feb 2013, Caen, France. hal-02805299

HAL Id: hal-02805299

<https://hal.inrae.fr/hal-02805299>

Submitted on 6 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

POLE RURAL

Maison de la Recherche en Sciences Humaines de Caen

Séminaire 2012-2013 (19^e année) : De la survie au bien-être.

Santé et alimentation du Moyen Âge à aujourd'hui

Responsables : Philippe MADELINE et Jean-Marc MORICEAU

Compte rendu réalisé par

Julie Beaucé, Nicolas Fierville, Margaux Malingre et Viana Naidu (*étudiants en Master*)
et Maxime Julien (*doctorant en géographie*)

Séance du Mardi 5 février 2013

Communication de Benoît MARPEAU

Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Caen

***La trajectoire éditoriale d'un ouvrage de référence :
l'Histoire de la France rurale des éditions du Seuil.***

Maître de conférences en histoire contemporaine à l'UCBN, Benoît Marpeau est l'actuel directeur de l'UFR d'histoire. Sa présence au séminaire du pôle rural relève de son domaine de spécialisation : l'histoire intellectuelle et de l'édition (sa thèse portait sur l'itinéraire de Gustave Le Bon (1841-1931), auteur de *La psychologie des foules*). C'est à ce titre qu'il présente la trajectoire de ce « monument éditorial » qu'est *l'Histoire de la France Rurale*.

L'Histoire de la France rurale est parue aux éditions du Seuil en 4 tomes entre 1975 et 1977. C'est un monument éditorial de 2 500 pages qui a mobilisé 17 auteurs. Il a servi de point d'appui à de nombreux argumentaires, mais fut aussi parfois rudement critiqué par les spécialistes. Pour juger de sa notoriété, il suffit de constater qu'il faisait partie de toutes les bibliographies lors de la question d'agrégation d'histoire rurale en 2005. Par ailleurs, l'ouvrage a atteint un public élargi : de 1967 à 1992, 267 000 volumes reliés ont été vendus au prix originel de 120 F, soit, ramené à l'ensemble, l'équivalent de 320 euros actuels.

Petite mise au point : l'analyse sera ici centrée sur un livre, un objet matériel issu d'une industrie particulière. Le travail éditorial met en place des dispositifs formels spécifiques correspondant au parcours commercial anticipé du produit. Il est soumis à des contraintes, notamment techniques, et de coût, toujours « historicisables ».

Les sources de cette communication sont de 2 types : d'une part, **les archives internes des éditions du Seuil**, soit 3 000 boîtes. Elles permettent de suivre les démarches internes à l'entreprise, notamment pour élaborer les collections. De l'autre, **les archives Georges Duby** versées en 2003 à l'IMEC (Institut Mémoires de l'Édition Contemporaine à Saint-Germain-la-Blanche-Herbe, Calvados). Elles comprennent 130 boîtes, dont une correspondance éditoriale très dense.

1. Contexte de l'édition d'histoire à la fin des années 1960 et racines du projet

Le monde de l'édition d'histoire est séparé alors entre un pôle savant et un pôle grand public. Le premier comprend d'abord les Presses Universitaires de France avec sa collection "Peuples et civilisations". Chez Armand Colin, Fernand Braudel et Pierre Chaunu sont les éditeurs des *Annales* et des *Cahiers des annales*. Chez Aubier, Georges Duby a publié *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*. Le pôle grand public

comprend la Bibliothèque Académique Perrin avec la collection "Présence de l'histoire" autour d'Alain Decaux et d'André Castelot. On peut citer aussi Gallimard avec sa très traditionnelle collection "Trente journées qui ont fait la France", mais aussi la collection "Archives" de Pierre Nora, beaucoup plus novatrice. Il faut souligner durant cette période le retour en grâce de l'histoire dans le débat public, en partie en lien avec l'explosion du nombre des étudiants pendant les années soixante. De nombreuses expérimentations sont tentées par les éditeurs, dans un cadre concurrentiel très affirmé.

Pour ce qui nous intéresse plus directement, Le Seuil est en plein essor avant 1970 mais l'histoire y joue un rôle discret. La collection "Les temps qui courent" est encore peu dynamique quand Michel Winock arrive dans la maison en 1969. Celui-ci souhaite « relancer une collection endormie sur ses lauriers » qui comprend alors trois subdivisions : groupes sociaux, civilisations, biographies. Il propose de la compléter par une subdivision histoire économique et démographique. Il lance ainsi le projet d'une *Nouvelle histoire de la France contemporaine* en 17 volumes et jouera un rôle important dans l'aventure de *l'Histoire de la France rurale*.

La deuxième matrice de cette aventure repose sur l'action de Jacques Julliard, historien lui aussi spécialiste du politique, qui souhaite lancer une collection « Politique » de poche, mais dans un sens élargi, à savoir « tout ce qui met en jeu le pouvoir ». Le projet d'édition comprend parmi bien d'autres thèmes l'évolution de l'agriculture et de son économie à l'époque contemporaine, selon des vecteurs différents : une histoire illustrée, validée en 1970 par l'éditeur, une autre en poche. Le bouillonnement de la maison autour des questions historiques mènera, entre autres, au projet qui nous intéresse, initié lui aussi dès 1970.

2. L'élaboration du livre

Les contrats sont signés le 14 juin 1971 pour un projet en 4 tomes, autour de 4 directeurs : Georges Duby pour le tome 1, Emmanuel Le Roy Ladurie pour le 2, Jacques Julliard pour le 3, et Armand Wallon qui doit en principe travailler en relation avec Henri Mendras sur le tome 4. Celui-ci se retire du projet l'année suivante, après avoir contribué à proposer un plan du dernier tome et trouver deux autres auteurs qui lui sont plutôt proches (Michel Gervais, agronome, Marcel Jollivet, sociologue et Yves Tavernier, politologue)

Wallon est issu de l'Inspection générale de l'agriculture et doit diriger l'ensemble, mais ses références sont faibles en matière d'histoire rurale. Il fait le plan du tome 4, mais rapidement les autres directeurs récusent son leadership. En 1972, il est décidé que les 3 autres directeurs s'occuperont conjointement du tome 4. Après ce remaniement, la direction de l'ensemble revient à Duby, historien de référence du rural, au Collège de France depuis 1970, habitué de plus à plusieurs succès éditoriaux, comme *L'histoire de France des origines à nos jours*, parue en 1970-71 chez Larousse (et pour lequel il dirigea de nombreux collaborateurs), assurant en quelque sorte la garantie scientifique au projet. À ses côtés, Wallon est maintenu et représente le monde professionnel, apportant la garantie technicienne à l'ouvrage.

Sur le plan matériel, Benoît Marpeau montre que la maquette de *l'Histoire de la France rurale* s'écarte de la présentation de la collection "L'univers historique" pour se rapprocher de la nouvelle maquette Seuil bien identifiée par le *Cours de navigation des Glénans*.

3. Un succès d'édition

L'étude du fonds d'archives Georges Duby a permis à l'intervenant d'étudier les relevés de droits d'auteur, révélant une certaine homogénéité des ventes des quatre tomes. Le niveau des ventes est pour chacun de l'ordre de 5 700 à 6 500 unités par an (ce qui est très élevé vu le prix...). Grâce à l'image prestigieuse de l'ensemble, le déclin des ventes sera très tardif. Autre

point important, l'équilibre dans la diffusion des différents tomes est remarquable (63 à 72 000 au total par tome au moment du lancement de la collection de poche). Cette dernière, bien qu'envisagée dès 1978, ne sera lancée que tardivement, en 1992, l'éditeur n'ayant aucun intérêt financier à la hâter.

Un important dispositif de lancement est mis en place pour la sortie du 1^{er} tome en octobre 1975 : des dépliants publicitaires sont envoyés à l'avance aux libraires, des banderoles sont également envoyées pour un affichage en vitrine, notamment à la Maison Rustique, sise en vis-à-vis du siège du Seuil rue Jacob à Paris. S'y ajoute une grande réception de lancement. Les archives de l'éditeur permettent d'identifier différentes étapes dans ce projet de promotion. Certaines propositions ont été mises de côté, notamment celles proposant une valorisation scientifique de l'ouvrage, pour finalement se centrer sur la dimension patrimoniale de celui-ci : c'est un public large qui est visé, principalement des lecteurs amoureux de leur région et de l'histoire.

Les ventes de *l'Histoire de la France Rurale* sont ensuite comparées à celles de *l'Histoire de la France Urbaine*, dont la diffusion sera beaucoup moins large et beaucoup plus hétérogène en fonction des tomes (ce sont surtout ceux couvrant les périodes anciennes et médiévales qui rencontreront le plus fort succès).

4. L'empreinte du livre

La réception est largement favorable, en France comme à l'étranger, dans la presse grand public comme scientifique. Cependant, parmi les spécialistes du rural, l'ouvrage ne fait l'unanimité. Le succès de l'ouvrage peut être mis en évidence par les comptes rendus de lecture dans des revues scientifiques, pas uniquement historiques, ou encore dans la revue interne de l'éditeur (environ 100 000 exemplaires distribués aux libraires), citant les commentaires dithyrambiques de la presse.

L'empreinte du livre peut également être analysée grâce à ses retombées éventuelles sur le parcours des différents auteurs. Pour Gabriel Désert, spécialiste d'histoire régionale normande, sa participation à l'ouvrage n'aura pas de réelle inflexion sur son parcours, à cause notamment de ses liens institutionnels à l'Université et des sources qu'il maîtrise, les Archives départementales du Calvados. Chez Maurice Agulhon, l'ouvrage n'aura pas non plus vraiment d'impact sur son parcours scientifique, mais plutôt sur son parcours éditorial : il lui sera par la suite proposé un rôle de directeur dans *l'Histoire de la France illustrée* chez Hachette. Quant à la carrière de Duby, elle connaît un véritablement infléchissement : l'historien se voyant reconnaître un statut véritable dans le monde éditorial. Il se verra ainsi proposé la direction de *l'Histoire de la France urbaine*, quand bien même il n'est pas du tout spécialiste des questions urbaines et que les éditions du Seuil ont en leur sein un spécialiste du sujet, Jacques Le Goff, de même que la direction de *l'Histoire de la vie privée*.

Conclusion

À travers les archives éditoriales de *L'Histoire de la France rurale*, Benoît Marpeau livre une analyse d'une production éditoriale de poids dans la littérature consacrée aux questions rurales. Sa recherche permet d'observer les logiques particulières des éditeurs, qui cherchent à équilibrer les exigences financières et la volonté d'innovation formelle. La qualité scientifique de l'ouvrage est un tout autre problème, dont l'étude n'était pas l'objet de cette intervention.

Débat

Pour **Jean-Marc Moriceau**, l'intérêt de l'intervention est de montrer le fonctionnement du système de diffusion grand public, en dehors des articles scientifiques. Il a toujours été surpris par la présence d'Armand Wallon dans le projet. Quelle sont les liens entre Wallon et les historiens ? S'agit-il d'une reconnaissance réciproque ou plutôt d'une « juxtaposition éditoriale » ?

Benoît Marpeau. Il n'y a pas trace d'une relation Duby-Wallon. Mais cette réponse reste prisonnière des sources : la veuve de G. Duby a en effet principalement transmis à l'IMEC la partie des archives personnelles de son mari corroborant l'image du « grand homme ». L'historien n'a donc pas eu accès à toute la correspondance personnelle de Duby. La place de Wallon semble toutefois avoir du être fortement défendue : en 1972, lors de la crise avec Mendras, Wallon a bien failli être débarqué du projet, mais Paul Flamand, l'éditeur, et Julliard, notamment, l'ont soutenu et fait en sorte de le replacer dans le circuit éditorial.

Edgar Leblanc. Armand Wallon, cheville ouvrière du Traité de Rome, rentre en France en 1964, où il obtient un poste à l'Inspection générale de l'agriculture. Le Seuil aurait alors pu se tourner vers l'institution pour obtenir un correspondant. Par ailleurs, l'un des participants au projet, Michel Gervais est un économiste chargé de recherche à l'INRA, il venait alors de sortir *Une France sans Paysans*. Ses rapports avec Wallon, ce « grand bourgeois proustien », ne sont pas faciles. Il faudrait chercher dans leur désaccord intellectuel les origines de cette querelle qui aboutit à ce que Wallon ne dirige plus le tome 4. Concernant Michel Gervais, la parution de l'ouvrage semble avoir eu un impact sur sa carrière, puisqu'il devient par la suite directeur de recherches, et en 1984 Inspecteur Général de l'Agriculture.

Jean-Marc Moriceau. Des traductions étrangères étaient-elles prévues à l'origine ? Y a-t-il eu des comptes-rendus dans les *Annales* ?

Benoît Marpeau. Pas de traductions étrangères et pas de compte rendu dans les *Annales* pour l'édition reliée.

Jean-Marc Moriceau. Quel sont les points faibles et forts des archives consultées ?

Benoît Marpeau. S'agissant du fonds du Seuil, les versements étaient globaux à la différence du fonds Duby, qui est un fonds ouvert constitué à l'IMEC : par conséquent Mme Duby y met ce qu'elle veut.

Jean-Marc Moriceau. Comment expliquer l'absence de Pierre Goubert dans le projet du tome 2 ? Celle de Gabriel Désert pour le tome 3 ? Et pourquoi pas d'historien dans le tome 4 ?

Benoît Marpeau. C'est Duby qui constitue l'équipe, par cooptation. L'équipe comprend par exemple Guy Fourquin, un médiéviste très marqué politiquement. Concernant le tome 4, c'est la présence de Mendras qui fait qu'il n'y a pas d'historien.

Jean-Marc Moriceau. On parle d'une Histoire de la France Rurale : pourquoi la France du Sud en est-elle à ce point sous-représentée? (à part Le Roy Ladurie)

Benoît Marpeau. L'écriture de l'ouvrage répond à une logique d'éditeur, non à une logique scientifique de couverture nationale du territoire, bien que celui-ci ait prétention à être une synthèse nationale. Les universitaires qui ont apporté leur contribution semblent avoir plutôt eu une grande liberté d'écriture : il n'y a pas de document dans les archives du Seuil qui indique un quelconque « ordre de mission », des lignes éditoriales à respecter. C'est l'habitude de travailler ensemble qui a primé, une logique de réseau, plus que la logique scientifique. Les diverses contributions sont ainsi plutôt des essais, apposés les uns aux autres, plutôt que des exercices de synthèse. Il n'y avait d'ailleurs pas de directeur général de l'ouvrage au début du projet.

Jean-Marc Moriceau. Dans cette optique, un autre ouvrage sorti au même moment, sous la direction d'historiens et de géographes, *l'Histoire des Paysans Français*, répondrait beaucoup plus à ces enjeux de synthèse nationale.

Philippe Madeline. Les géographes sont étrangement absents de l'édition de *L'Histoire de la France rurale*. Comment expliquer ce constat et plus largement, comment qualifier la collaboration avec les géographes ?

Benoît Marpeau. Elle n'est pas bonne. Les historiens de l'époque, pensons à *La Méditerranée* de Braudel, voulaient intégrer la partie géographique dans leur réflexion et non la déléguer ou collaborer avec des spécialistes.

Christophe SOULARD

Géographe à l'INRA, UMR Innovation Montpellier

Urbanisation et durabilité des systèmes alimentaires : Quel renouvellement des recherches sur l'agriculture urbaine?

Le second intervenant, Christophe Soulard, géographe, est ingénieur de recherches à l'INRA. Il dirige l'UMR Innovation qui s'intéresse aux questions d'innovation et de développement dans l'agriculture et l'agroalimentaire. Son intervention au séminaire du Pôle Rural repose sur un questionnement sur le devenir des espaces urbains et périurbains en lien avec les nouvelles préoccupations du « développement durable ». Le renouvellement de la recherche concerne tout particulièrement l'agriculture urbaine et périurbaine, avec en toile de fond, une question essentielle liée à l'enjeu alimentaire : *comment la Terre peut-elle nourrir les sept milliards d'habitants qui la peuplent ?*

Si quantitativement la place des agricultures urbaines et périurbaines reste mineure, ces questionnements restent pertinents, contribuant à interroger le fait agricole, la place qu'il occupe dans la société, et notamment dans l'histoire et l'avenir des espaces urbains. Ce propos s'inscrit en effet dans une multitude de thèmes importants de la géographie contemporaine : la sécurité alimentaire mondiale, l'urbanisation, les relations villes/agriculture. Au terme de son introduction, l'intervenant soulève quatre questions qui ont pour objectif de guider le propos :

- 1) L'agriculture urbaine peut-elle nourrir les villes ?
- 2) l'agriculture urbaine est-elle une agriculture alimentaire ?
- 3) Quelles reconnexions peut-on créer entre agriculture-alimentation et ville au niveau local ?
- 4) Enfin, comment réinterroger le « fait agricole » dans un contexte où l'urbanisation tend à se renforcer ?

1. Le premier temps de l'analyse porte sur l'épineuse question de la sécurité alimentaire. Le défi alimentaire d'aujourd'hui consiste à nourrir une population toujours plus nombreuse (les prévisions admises sont de 9 milliards d'habitants d'ici à 2050), et qui se concentre toujours plus dans les villes, notamment les grandes mégalo-poles (renforcement du phénomène d'urbanisation, ancien dans les pays occidentaux, qui s'accélère aujourd'hui dans les pays du Sud). À la concentration urbaine s'agrège la question de l'accaparement des terres, dans un contexte de forte pression foncière. À partir de ce constat, Christophe Soulard identifie trois défis principaux :

- l'accès inégal aux aliments, notamment dans les pays du Sud, accès qui dépend en grande partie des conditions socio-économiques des individus ;
- l'insécurité alimentaire, liée aux fluctuations des prix agricoles et aux questions d'approvisionnement, en constante augmentation ;
- les questions liées à l'acculturation et la malnutrition, notamment par la standardisation qu'impose le modèle industriel : changement des régimes alimentaires (plus de sucres, graisses, produits carnés) mais aussi des manières de manger (développement de la restauration rapide dans toutes les villes du monde.)

Par ailleurs, si la grande diversité des systèmes de production des produits alimentaires est depuis longtemps mise en évidence par les géographes (*cf* les apports de la géographie systémique), Christophe Soulard met en avant la convergence qui semble s'imposer vers un modèle agro-industriel ultra-dominant. Le chercheur s'interroge alors sur les différents scénarios possibles pour l'avenir, prospectives qui font l'objet de nombreux débats entre spécialistes. Un des *scénarii* envisagés est le renforcement du modèle agro-industriel et donc

de ses risques (standardisation, dépendance aux énergies fossiles...), renforcement qui pourrait néanmoins rencontrer d'importants rejets sociétaux. Un autre scénario proposé est celui d'une intensification écologique (activation des processus naturels, notamment agro-écologie, cultures associées qui activent la vie du sol). Ce modèle permettrait une hausse des productions tout en assurant la durabilité des territoires. Le scénario plausible serait certainement le fruit d'une certaine hybridation, de la cohabitation entre ces deux modèles.

Un autre débat important, notamment pour les économistes, porte non pas sur le problème des productions mais surtout sur leur répartition, et la nécessité de repenser une gouvernance alimentaire multi-niveaux. L'intervenant définit les cinq systèmes alimentaires actuellement identifiés, permettant de saisir de façon globale la question alimentaire, de la production à la transformation, la distribution, la vente et la consommation des populations.

- le premier système alimentaire (SA) identifié est le système agro-industriel, système performant pour la production de masse, représentant 40 % de la production mondiale, mais aux nombreuses externalités négatives ;
- le deuxième système est le SA domestique, incluant les jardins familiaux, la production d'autosubsistance ;
- le troisième est le SA vivrier territorial, correspondant à des marchés régionaux et nationaux et dont le principe directeur est de chercher la sécurisation de l'approvisionnement ;
- le quatrième système identifié est le SA de proximité, organisé en circuits courts, marchés locaux ;
- enfin, le cinquième système serait les SA de qualité différenciée, différenciation selon la qualité (labels), l'éthique (commerce équitable), l'origine des produits...

Pour Christophe Soulard, chaque système présente des avantages et des inconvénients : la durabilité de l'agriculture pourrait se trouver dans la combinaison de ces divers systèmes agricoles, et donc sur la combinaison d'approches territoriales multi-échelles.

2. Le deuxième point du propos cherche à répondre à une interrogation fondamentale : l'agriculture urbaine est-elle une agriculture alimentaire ?

Selon la FAO, 15 % de l'alimentation serait produite en ville. Cette forme d'agriculture suscite de vifs débats entre les spécialistes mais aussi entre les citoyens, présentant divers atouts (des emplois sont créés, les espaces verts se multiplient) mais aussi des points négatifs (pollution urbaine éventuellement dangereuse en vue d'une production alimentaire, perte de place pour d'autres usages de l'espace urbain, dans un contexte où la densification est un trait désormais directeur de l'aménagement de la ville contemporaine).

L'agriculture urbaine est un objet de recherche en plein renouvellement. Il s'agit souvent des études de cas locaux, répondant la plupart du temps à une demande sociale. Cette préoccupation a émergé dans les années 1980 dans les pays du Sud. L'agriculture urbaine paraissait alors être une réponse aux difficultés des pays en crise : les populations démunies cultivent pour produire le minimum vital. Le rôle alimentaire de l'agriculture urbaine est aujourd'hui encore très important dans ces pays. La seconde origine de ces travaux sur l'agriculture urbaine est plutôt à chercher en Amérique du Nord, où les crises urbaines de la fin du 20^{ème} siècle marquent profondément les recherches en sciences sociales, axées sur les injustices spatiales dans les villes. En France, la recherche sur l'agriculture urbaine est plutôt née des questions d'aménagement (et non de questions purement alimentaires), aménagement planifié par l'Etat dans l'immédiat après-guerre et qui s'est traduit entre autres par l'expropriation de nombreux agriculteurs. Les préoccupations ont aujourd'hui évolué vers les questions « d'aménagement durable » et la place que peut y jouer l'agriculture périurbaine, questionnements qui permettent peu à peu de croiser les différentes approches, penser

l'aménagement durable à partir d'une entrée alimentaire, notamment avec l'apparition dans les années 1990 du nouveau paradigme de la « multifonctionnalité ».

3. Pour clore son intervention, Christophe Soulard en vient à présenter la reconnexion des liens entre la ville, l'agriculture et l'alimentation, propos illustré par des exemples situés en Languedoc-Roussillon, sa région d'études. Les chercheurs ont tenté de mettre en évidence la dimension spatiale du phénomène, notamment les différentes formes de circuits-courts qui semblent très liés à l'urbanisation. Les lieux de production et surtout de distribution tendent de plus en plus à se situer dans l'espace périurbain, ou bien à se situer à proximité d'une voie de communication. La distribution par internet ou à domicile est un phénomène très urbain, alors que les marchés estivaux sont plutôt caractéristiques des zones rurales, répondant à une forte demande touristique, en recherche d'authenticité. Les AMAP ou jardins d'insertion sont eux plutôt caractéristiques des zones urbaines, alors que les boutiques de dépôt-vente sont plutôt identifiées en milieu rural, localisées chez le producteur. Il ressort toutefois de ces tentatives de typologie que l'agriculture urbaine est peu présente dans la participation aux circuits-courts : les producteurs sont situés plutôt en zone rurale, ou plus particulièrement à la limite du rural (zones péri-urbaines), et les dynamiques sociales et politiques locales sont très importantes dans l'émergence de circuits-courts (on peut ainsi noter le rôle joué par les néo-agriculteurs), de même que l'existence d'un accompagnement proposé par des structures alternatives. À cette absence de représentation de l'agriculture urbaine peut être avancée l'hypothèse d'un coût et d'un accès au foncier très difficile.

Le cas montpelliérain est particulièrement éclairant, en tant que territoire assez peu marqué par la présence de l'agriculture urbaine et périurbaine. Les facteurs explicatifs tiennent à la spécificité viticole de la région et de manière beaucoup plus commune aux questions foncières (forte pression foncière notamment en vue de la construction de logements). Il existe bien des espaces agricoles à Montpellier, mais ceux-ci sont situés en très grande majorité dans les confins de l'espace urbain. Représentant 7 % de la superficie communale, ces espaces agricoles sont plutôt dédiés aux productions de blé dur (plutôt bien soutenu par la PAC) et au vignoble. La dynamique récente la plus notable est le développement des jardins collectifs, dont la part dans la superficie reste bien faible, mais dont les superficies sont en constante augmentation, alors que les autres cultures subissent une réduction des espaces cultivés.

L'agriculture urbaine et périurbaine serait ainsi marquée par un certain dualisme : d'un côté une diminution de l'agriculture professionnelle, de l'autre un bel essor d'espaces plus ludiques tels que jardins ou agri-parcs, que la mairie soutient d'ailleurs.

La deuxième étude de cas est celui de Perpignan, dont la plus grande partie de l'agglomération n'est pas urbaine (7 000 ha de vignes, 7 000 ha de friches). Les chercheurs y ont réalisé un inventaire des initiatives ayant trait à l'alimentation, répertoriées selon leur échelle (de l'îlot, au quartier, au département), selon leur domaine (production, transformation, distribution, vente, consommation) et selon l'acteur engagé (public, privé, agriculteur, associations, chambre d'agriculture). On observe une myriade d'initiatives peu connectées entre elles.

Pour conclure le propos, trois questionnements peuvent être tirés de ces travaux :

- le besoin de réinterroger le statut de la terre agricole dans nos sociétés de plus en plus urbanisées. Dans des villes où l'agriculture est principalement vue au prisme de l'alimentation, a-t-elle encore une fonction de production ? Les espaces agricoles ne sont-ils vus que comme une réserve foncière ? Sont-ils des espaces de nature ?
- le besoin de réinterroger la figure de l'agriculteur. Qui produit de la nourriture en ville ? La catégorie des professionnels est en déclin, tandis que le citoyen amateur ou les acteurs publics prennent une place de plus en plus grande.

- le besoin d'imaginer un développement territorial durable notamment en se posant la question suivante : comment penser ensemble le « fait urbain » et le « fait agricole » ?

Débat :

Philippe Madeline remercie Christophe Soulard pour la qualité de son intervention et la multitude de pistes qu'elle ouvre pour les chercheurs en sciences sociales et posent plusieurs questions :

- L'agriculture urbaine est-elle un concept homogène, sachant la diversité des villes à l'échelle mondiale ?

- Au sein des différents systèmes alimentaires, quelle place tient la consommation ? Observe-t-on des changements induits par les modifications de l'alimentation des populations ?

- Vous faites l'hypothèse que la durabilité reposerait sur une combinaison des différents systèmes alimentaires, est-ce que cela conduirait à une certaine déspecialisation de l'agriculture ?

- Dans le développement de l'agriculture urbaine, les organisations professionnelles sont-elles dépassées ? D'autres acteurs publics peuvent-ils s'y substituer ?

Christophe Soulard. En fait, la question de l'agriculture urbaine est vraiment présente partout. Certains pays lui donnent une place centrale, par exemple au Burkina Faso, bien qu'elle soit officiellement décriée, elle est très présente sur le terrain et fait vivre beaucoup de personnes. Spatialement, l'agriculture urbaine est donc partout très visible, mais cette présence s'exprime sous deux formes différentes : soit d'une façon hyper-patrimonialisée (à l'instar du maraîchage), soit de façon invisible car illégale (à l'instar de l'élevage).

Une autre donnée essentielle est l'effet de taille. Dans les grandes métropoles, en particulier celles des pays du Sud, les exclusions sociales amènent des critiques et des réponses particulières. Si l'on prend le cas de Hanoï, on observe la présence de rizières à l'arrière des maisons, c'est-à-dire au cœur de l'espace urbain qui est situé dans le delta du fleuve Rouge.

Sur la question d'une certaine nécessité de déspecialisation des productions, la diversification agricole reste marginale, principalement car le foncier est tenu, mais tous les agriculteurs s'y mettent. L'agriculture urbaine et périurbaine reste dominée par une agriculture régionale, derrière laquelle pèse un système d'acteurs économiques très lourd.

Jean-Marc Moriceau. Il faut noter que les historiens se sont également intéressés à l'agriculture dans les villes, notamment les modernistes. On peut citer les travaux d'Albert Soboul sur Montpellier ou ceux de Christine Lamarre sur les petites villes de Bourgogne. Dans le Sud-Est, les recherches ont montré que les consulats urbains avaient dans leur gestion une bonne part de terres agricoles : leur mission était entre autres de régler la police rurale. Il est donc intéressant coupler des apports historiques à ces recherches géographiques. Est-il possible de mener des recherches interdisciplinaires ?

Christophe Soulard. Je suis dans l'incapacité de dire ce qui se fait. Pour le moment à Montpellier, nous n'avons pas de liens avec des recherches ayant de la profondeur historique. Il faudrait arriver à créer plus d'échanges.

Fabrice Poncet. On commence à entendre parler des fermes verticales. Est-ce une réalité ou une simple expérience pour l'instant ? La seconde question concerne la crise alimentaire de 2008. D'après-vous, cette crise a-t-elle changé la vision du potentiel nourricier des villes ?

Christophe Soulard. Pour ce qui est de la première question, nous pouvons dire que ce sont des essais bien rares. En revanche, il existe de nouvelles formes urbaines de l'agriculture. C'est par exemple l'agriculture sur les toits des immeubles des grandes villes, à l'image de ce

qui se fait à New-York ou Montréal. Pour les promoteurs de ce projet, on évoque la meilleure qualité des productions, éloignées de la pollution qui a tendance à rester au sol. Pour ce qui est de la crise alimentaire, il y a effectivement un renforcement de l'aspect nourricier des villes. Dans les Pays du Sud, ce n'est pas une découverte, mais on s'aperçoit que de nombreuses personnes en tirent de la nourriture qui permet de passer les périodes les plus difficiles.